

# Statuts de l'association de gestion du Restaurant inter administratif de Lyon



\*\*\*\*\*

Mis à jour par l'Assemblée générale extraordinaire réunie le 21 mars 2024

\*\*\*\*\*

CHAPITRE I : NOM, OBJET, COMPOSITION.....	2
CHAPITRE II : ASSEMBLEE GENERALE.....	4
CHAPITRE III : ADMINISTRATION DE L'ASSOCIATION.....	6
CHAPITRE IV : COMMISSION DE SURVEILLANCE.....	9
CHAPITRE V : COMPTABILITE ET TRESORERIE.....	10
CHAPITRE VI : DISSOLUTION ET LIQUIDATION.....	11
CHAPITRE VII : LITIGES.....	11
CHAPITRE VIII : REGLEMENT INTERIEUR.....	12

\*\*\*\*\*

## PREAMBULE

Les présents statuts ont pour objet de décliner, en tant que de besoin, les modalités de gestion du restaurant interadministratif de Lyon (RIL) découlant de la circulaire interministérielle RDFF1526648C du 21 décembre 2015 relative à la gestion et au fonctionnement des RIA et des textes subséquents qui viendraient la compléter ou la remplacer.

Parmi ces textes subséquents figurent notamment :

- la convention financière cadre découlant de ladite circulaire relative aux modalités de prises en charge des frais de fonctionnement et des investissements du RIL par les services extérieurs des ministères, collectivités et services associés à sa gestion.

\*\*\*\*\*

## CHAPITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

### ARTICLE 1

Il est constitué entre les personnes réunissant les conditions déterminées à l'article 5, adhérentes aux présents statuts, une association pour la gestion d'un RIA ayant pour but principal de servir une restauration de chaque jour Travaillé de l'année au profit de ses membres.

A l'exclusion des boissons alcoolisées comprises dans les 4e et 5e groupes définis au code de la santé publique, le restaurant pourra également mettre à leur disposition des plats ou repas à emporter, des collations, des boissons chaudes ou froides, ou permettre d'organiser avec service traiteur, dans ses locaux, toute manifestation de sympathie, à caractère administratif, social ou associatif à l'occasion notamment de promotions, décorations, départs à la retraite, arbres de Noël...

Les réunions à caractère commercial, politique ou religieux y sont interdites.

## **ARTICLE 2**

Cette association, constituée dans la forme déclarée régie par la loi du 1er juillet 1901, prend le titre de : Restaurant interadministratif de Lyon (RIL).

## **ARTICLE 3**

Le siège social de l'association est fixé dans les locaux du restaurant, au :  
15 rue Bouchut, Lyon 3<sup>ème</sup>arrondissement.

Il peut être transféré en tout autre lieu, par décision de l'assemblée générale.

## **ARTICLE 4**

L'association est constituée pour une durée indéterminée. Elle peut être dissoute par décision de l'assemblée générale ayant pouvoir pour modifier les statuts.

## **ARTICLE 5**

Cette association est chargée de gérer un restaurant ouvert aux personnes relevant des services déconcentrés des ministères de l'Etat, des collectivités locales et autres organismes ayant conclu avec le RIL une convention les autorisant à le fréquenter.

Seuls sont admis à adhérer à l'association, les agents actifs ou retraités des administrations de tutelle, coordonnatrice et associées étendues au sens de la circulaire de référence (annexe 1 portant énumération de toutes les administrations de tutelle).

Les adhérents versent, au moment de leur admission, un droit d'adhésion annuel fixé par l'AG et s'acquittent du coût administratif de création du badge nominatif.

La formalité d'adhésion doit être renouvelée chaque année, en vue de l'établissement des cartes individuelles d'accès au RIA et de la liste des électeurs appelés à participer aux élections prévues aux articles 19 et 21 ci-après.

## **CHAPITRE II : FONCTIONNEMENT DU RESTAURANT INTERADMINISTRATIF**

### **ARTICLE 6**

Le restaurant délivre des repas aux adhérents au plus juste prix, compte tenu de la mise en réserve des sommes nécessaires au renouvellement et à l'entretien du matériel, à la constitution d'un fonds de roulement et, en cas de gestion directe, d'un stock de denrées.

### **ARTICLE 7**

Les ressources de l'association comprennent :

- les cotisations des adhérents définis aux articles 5 et 9 et les droits d'accès des tiers autorisés définis à l'article 8 fixés par l'Assemblée Générale sur proposition du Conseil d'Administration ;
- les recettes provenant des repas et prestations servis aux usagers du restaurant ;
- les participations ou subventions éventuelles de l'Etat, des collectivités locales ou autres organismes ;
- toutes autres ressources autorisées par la loi.

### **ARTICLE 8**

Le RIL regroupe :

1) à titre principal :

- les personnes morales de droit public adhérentes, exerçant tout ou partie de leurs missions dans l'agglomération et ayant signé avec l'association une convention financière les associant à la gestion du restaurant et prévoyant leur participation aux charges et investissements ;
- les personnes physiques adhérentes, relevant desdites personnes morales de droit public.

2) à titre marginal :

- les personnes morales de droit public ou privé, implantées dans l'agglomération, ayant signé une convention « tiers extérieur » ne les associant pas à la gestion du restaurant et ne prévoyant pas leur participation aux charges et investissements ,
- les personnes physiques relevant desdites personnes morales de droit public ou privé.

## **ARTICLE 9**

La qualité d'adhérent se perd par :

- démission, clôture de compte,
- non-paiement de la cotisation prévue à l'article 5 ;
- l'effet de la dénonciation par la personne morale de droit public ou privé de rattachement de la convention visée au point 1 de l'article 8 ;
- radiation prononcée par le Conseil d'Administration pour motif grave ; radiation d'office des titulaires de comptes inactifs depuis deux ans consécutifs

## **ARTICLE 10**

Les personnes admises au restaurant aux conditions fixées par le règlement intérieur sont :

1) à titre prioritaire, les adhérents exerçant leurs fonctions dans l'agglomération ;

2) dans la limite des places disponibles et aux mêmes conditions de prix que celles appliquées aux adhérents visés au 1) ci-avant, les adhérents :

- exerçant habituellement leurs fonctions en dehors de l'agglomération ;
- exerçant leur mandat d'élus, de mandatés ou de représentants du personnel ou mutualistes au sein des personnes morales de droit public ou privé adhérentes.

3) à titre marginal, des usagers extérieurs relevant des personnes morales de droit public ou privé auxquelles le conseil d'administration aura donné son consentement sous réserve d'une convention.

En qualité d'usagers extérieurs, ils s'acquittent du tarif dit extérieur, correspondant au prix de revient du repas qui inclut le coût matière, le coût de la masse salariale, la participation aux dépenses de fonctionnement.

## **ARTICLE 11**

Sont admis au restaurant,

1) les conjoints et les descendants à charge des adhérents ;

2) les retraités des personnes morales de droit public adhérentes.

Peuvent également être admises dans la limite des places disponibles et aux conditions fixées par le règlement intérieur les personnes physiques relevant de personnes morales de droit public ou privé visées à l'article 8 ayant signé avec le RIL une convention « tiers extérieur ». Il en va de même de leurs conjoints et descendants à charge.

Toutes les personnes énumérées au présent article ont la qualité de tiers autorisés.

## **CHAPITRE II : ASSEMBLÉES GÉNÉRALES**

### **ARTICLE 12**

Tous les membres à jour d'adhésion sont convoqués en assemblée générale au moins une fois par an, au plus tard le 30 juin, par le président de l'association.

### **ARTICLE 13**

L'assemblée générale des adhérents ne peut délibérer que sur les questions portées à l'ordre du jour et précisées dans la convocation.

La convocation à l'assemblée générale est affichée de façon lisible en plusieurs lieux du restaurant au moins 15 jours avant la réunion.

## **ARTICLE 14**

Chaque adhérent présent dispose d'une voix. Il peut en outre être porteur de deux mandats au plus, comportant le droit de vote correspondant.

## **ARTICLE 15**

Les résolutions doivent, pour être valables, réunir la majorité des voix des adhérents présents ou représentés.

## **ARTICLE 16**

Le rapport de la commission de surveillance est présenté à l'assemblée générale annuelle. Les comptes et la gestion du conseil d'administration sont soumis à l'approbation de l'assemblée générale annuelle après avoir été présentés à l'appréciation de la commission de surveillance.

## **ARTICLE 17**

Si besoin est, à la demande d'au moins un quart des adhérents ou du président de la commission de surveillance, le président du conseil d'administration doit convoquer une assemblée générale extraordinaire.

L'ordre du jour, de l'assemblée générale extraordinaire est établi par le conseil d'administration, après avis de la commission de surveillance.

Toutes les résolutions prises par l'assemblée générale extraordinaire doivent réunir les deux tiers des voix des adhérents présents ou représentés.

Seule l'assemblée générale extraordinaire peut statuer sur :

- une modification des statuts ou du mode de scrutin pour le renouvellement des organes de gestion et de contrôle ;
- l'aliénation de biens et immeubles ;
- la dissolution de l'association.

La convocation à une assemblée générale extraordinaire est affichée de façon lisible en plusieurs lieux du restaurant dans un délai de 15 jours avant sa tenue.

Le règlement intérieur précise les modalités de présentation des propositions de modification statutaire et des amendements pouvant être apportés à ces propositions.

## **CHAPITRE III : CONSEIL D'ADMINISTRATION**

### **ARTICLE 18**

L'association de gestion du restaurant interadministratif est administrée par un conseil d'administration de 18 membres comprenant :

- 1) **6** membres représentant les administrations de tutelle ;
- 2) **12** membres représentants les adhérents, élus pour 4 ans par l'ensemble des adhérents et renouvelés par moitié tous les deux ans.

### **ARTICLE 19**

L'élection des administrateurs représentant les adhérents se fait à bulletin secret, après appel à candidature, sous le contrôle du président de la commission de surveillance et du président du conseil d'administration ou de leurs délégués agissant sous leur responsabilité selon un calendrier défini en assemblée générale (dernier trimestre). Le vote doit être organisé de façon à permettre à tous les adhérents d'y prendre part quelles que soient leurs obligations de service.

Les sièges à pourvoir tendent à une répartition au prorata des rationnaires parmi les administrations associées.

Peuvent être élus en même temps et dans les mêmes conditions que les membres titulaires, des membres suppléants en nombre au plus égal à celui des titulaires à élire. Le mandat du suppléant expire à la fin du mandat du titulaire. En cas d'empêchement ou d'absence du titulaire, il siège avec voix délibérative. Dans les autres cas, il peut participer aux réunions du conseil d'administration, sans voix délibérative. Au fur et à mesure des vacances, les suppléants remplacent dans l'ordre de leur élection les titulaires élus sur la même liste.

## ARTICLE 20

Nul ne peut faire partie du conseil d'administration s'il n'a pas la qualité d'adhérent définie à l'article 5, s'il est employé de l'association ou s'il exerce ou vient à exercer des fonctions au sein d'un autre restaurant administratif ou interadministratif.

La prise de fonction du suppléant d'un représentant devra être demandée par le conseil d'administration lorsqu'un représentant n'aura assisté à aucune séance durant un an.

## ARTICLE 21

Si faute de suppléants en nombre suffisant, le conseil se trouve incomplet, il continue néanmoins à délibérer valablement s'il comporte la moitié au moins de ses membres.

S'il est réduit à moins de la moitié de ses membres, les administrateurs restants sont tenus de démissionner. Il est procédé à de nouvelles élections dans les conditions définies au présent article.

Entre deux élections, à l'initiative de la commission de surveillance, des administrations associées concernées ou de tout membre du conseil ayant connaissance de sa vacance définitive, tout siège ainsi signalé :

- est déclaré vacant par le conseil d'administration qui le pourvoit par son suppléant ;
- à défaut de suppléant, peut être coopté pour la durée du mandat restant à courir par le conseil d'administration sur proposition du bureau après appel à candidature selon les modalités prévues à l'article 19.

Cette désignation est présentée pour validation à la première assemblée générale qui suit pour la durée du mandat restant à courir.

## ARTICLE 22

Le conseil d'administration se réunit au moins une fois par trimestre et chaque fois qu'il est convoqué par son président, ou sur demande du tiers de ses membres.

Il définit les modalités de fonctionnement du restaurant. Il peut en confier la gestion directe à un Directeur choisi en dehors de ses membres ou à un prestataire extérieur. Le Directeur peut être autorisé par le conseil d'administration à recruter et à licencier le personnel du restaurant.

Dans l'un ou l'autre cas, il contrôle sa gestion.

Il a les pouvoirs les plus étendus sur la gestion du matériel et les affaires du restaurant.

Il a notamment les pouvoirs suivant :

- il établit le règlement intérieur voté par l'assemblée générale ;
- il fixe les tarifs, arrête le budget prévisionnel, et procède à l'information des adhérents sur ces éléments en plusieurs lieux du RIA et par voie dématérialisée ;
- il représente l'association vis-à-vis des tiers,
- il valide l'exercice de toutes les actions judiciaires (tant en demande qu'en défense), passe tout compromis ou transaction, autorise tous transferts et aliénations de fonds et valeurs appartenant au RIA (sauf dans le cas où la commission de surveillance estimerait nécessaire de soumettre la question à l'approbation préalable de l'assemblée générale), et en rend compte à l'assemblée générale ;
- il arrête les comptes qui doivent être présentés et soumis au vote de l'assemblée générale ;
- il gère généralement toutes les affaires et pourvoit à tous les intérêts sociaux.

A chaque réunion du conseil d'administration, le trésorier rend compte de la situation financière de l'AGRIA. Il lui présente le rapport annuel à l'assemblée générale. Copie de ce rapport est adressée à l'administration coordinatrice et aux administrations associées à la gestion du RIA après son adoption par l'assemblée générale.

### **ARTICLE 23**

Les décisions sont prises à main levée à la majorité des membres présents. Chaque membre peut en outre être porteur d'un mandat au plus, comportant le droit de vote correspondant. En cas de partage des voix, la voix du président de séance est prépondérante.

Le conseil d'administration délibère valablement s'il comporte au moins le tiers de ses membres présents ou représentés à l'ouverture de la séance. S'il est réduit à moins d'un tiers de ses membres, le conseil est convoqué une seconde fois et délibère valablement.

Les fonctions d'administration sont gratuites. Les membres sortants du conseil d'administration sont rééligibles.

### **ARTICLE 24**

Le conseil élit en son sein le bureau composé :

- d'un président auquel il peut adjoindre un vice-président ;
- d'un secrétaire auquel il peut adjoindre un secrétaire-adjoint ;
- d'un trésorier auquel il peut adjoindre un trésorier-adjoint.

Le bureau se réunit chaque fois que nécessaire, et au moins avant chaque conseil d'administration.

Le bureau est chargé d'exécuter les décisions du conseil et d'appliquer le règlement intérieur du RIA. Ce règlement est porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage dont le site internet de l'association.

Le bureau convoque le conseil dans tous les cas où son intervention lui paraît nécessaire.

### **ARTICLE 25**

Le président de l'association incarne la personnalité morale de l'association. Il représente de plein droit l'association devant la justice.

Il organise et contrôle l'ensemble des activités de l'association.

A l'exception du pouvoir d'ester en justice, il peut déléguer ses responsabilités au vice-président, qui est tenu de le seconder, ainsi qu'aux autres membres du bureau.

Il présente chaque année le rapport moral de l'association à l'assemblée générale.

### **ARTICLE 26**

Le secrétaire est responsable de la tenue des registres et des archives. Il assure des tâches administratives. Il rédige les procès-verbaux et les comptes rendus des réunions. Il présente chaque année à l'assemblée générale le rapport d'activité.

### **ARTICLE 27**

Le trésorier, sous le contrôle du président qui ordonnance les dépenses, est responsable de la tenue la comptabilité, de la réalisation des opérations financières nécessitées par la gestion courante de l'association ainsi que de la préparation du le bilan annuel. Il fait la présentation des comptes de l'association chaque année à l'assemblée générale.

## **CHAPITRE IV : COMMISSION DE SURVEILLANCE**

### **ARTICLE 28**

La commission de surveillance est composée de 5 membres :

- un président qui est, de droit, le Préfet ou son représentant ;
- deux membres désignés par la parité administrative ;

- deux membres élus par les adhérents.

La fonction de membre de la commission de surveillance est incompatible avec celle d'administrateur.

Les deux représentants des adhérents, ainsi que deux suppléants, sont élus pour quatre ans, en même temps et dans les mêmes conditions que les membres du conseil d'administration représentant les usagers.

Les membres suppléants remplacent les membres titulaires selon la procédure prévue pour le remplacement du conseil d'administration.

## **ARTICLE 29**

Cette commission se réunit au moins une fois par trimestre et établit un rapport sur le fonctionnement du RIA. Ce rapport est remis au bureau du conseil d'administration. Il doit être présenté lors de chaque assemblée accompagné des observations des administrateurs responsables. Un exemplaire en est adressé par le président de la commission au responsable de l'administration coordinatrice.

Les membres de cette commission ont un droit de contrôle sur le fonctionnement du restaurant et sur les inventaires. La commission doit exercer un contrôle suivi sur les prix et la composition des repas servis, l'hygiène et la sécurité des locaux et des installations et faire mention, dans son rapport des constatations qu'elle a été amenée à faire.

La commission doit assurer le contrôle de la comptabilité et vérifier l'exactitude des comptes. Elle désigne à cet effet deux de ses membres qui feront fonction de vérificateurs aux comptes. Leur rapport sera soumis à l'assemblée générale et joint au rapport annuel du président.

Elle vise le budget établi par le conseil d'administration.

## **ARTICLE 30**

Le président de l'association invite, à chaque réunion du conseil d'administration et aux assemblées générales, ordinaires ou extraordinaires, les membres de la commission de surveillance. Chacun des membres de la commission de surveillance peut, de droit, donner son avis sur toute question débattue par le conseil sans participer au vote.

La commission de surveillance peut demander la réunion du conseil d'administration.

Si les événements le justifient, et en cas de carence du conseil d'administration elle peut également suspendre l'application de la convention passée avec les administrations pour la gestion du restaurant. Le président de la commission de surveillance doit, le cas échéant, prendre toutes dispositions pour assurer la continuité du service du restaurant.

Dans le cas où l'état de carence se prolonge, la commission de surveillance doit provoquer la réunion d'une assemblée générale ordinaire dans le délai maximum d'un an à compter de la suspension de la convention.

## **CHAPITRE V : COMPTABILITE ET TRESORERIE**

### **ARTICLE 31**

En cas de gestion directe du restaurant, la comptabilité du restaurant est tenue sous la responsabilité du Directeur nommé par le conseil d'administration et sous le contrôle du trésorier ainsi que, le cas échéant, du trésorier adjoint. Cette comptabilité, vérifiée par un expert-comptable, est intégrée dans les comptes de l'association.

Le trésorier ou le trésorier-adjoint alerte le bureau des anomalies constatées et lui présente un rapport financier.

Les fonds disponibles sont versés à un compte courant bancaire, ou à un compte local d'épargne déterminé par le bureau.

### **ARTICLE 32**

Le matériel en service appartenant au restaurant ne peut être aliéné que par décision du conseil d'administration, à l'exception du matériel amorti hors d'usage dont l'aliénation est autorisée par le bureau.

Le matériel fourni à l'origine ou acquis par la suite sur crédits d'Etat est inaliénable, sauf en cas d'usure nécessitant son remplacement.

La non observation du présent article entraîne la responsabilité pécuniaire des membres du conseil d'administration en exercice.

### **ARTICLE 33**

Il est tenu, sous la responsabilité du bureau, un inventaire des investissements et du petit matériel nécessaires à l'exploitation et à la gestion du RIA. Ils sont comptabilisés en suivant les prescriptions légales.

L'inventaire des investissements inscrits à l'actif est communiqué à la commission de surveillance et joint en annexe du rapport annuel d'activité présenté à l'assemblée générale.

## **CHAPITRE VI : DISSOLUTION ET LIQUIDATION**

### **ARTICLE 34**

En cas de cessation d'activité du restaurant, la dissolution de l'association sera prononcée par une assemblée générale extraordinaire réunie à cet effet et composée d'au moins la moitié des adhérents de l'association.

Dans le cas où le quorum ne serait pas atteint, une nouvelle assemblée générale extraordinaire sera convoquée trois semaines plus tard, la dissolution étant alors prononcée à la majorité des membres présents.

Lors de cette réunion, l'assemblée générale aura à déterminer l'emploi des sommes qui resteraient disponibles.

A cet effet, l'assemblée générale extraordinaire nommera un ou plusieurs liquidateurs qui auront pouvoir de continuer provisoirement l'exploitation, de terminer les affaires en cours, de procéder à la liquidation et à la cession de l'actif mobilier et immobilier appartenant en propre à l'association, d'acquitter le passif et de payer les frais de liquidation.

Après l'apurement des comptes, les actifs disponibles seront attribués par décision de l'assemblée générale extraordinaire et dans les conditions qu'elle fixera, à l'association qui lui succédera ou, à défaut, à une œuvre sociale. Le matériel est cédé au service du Domaine.

## **CHAPITRE VII : CONTESTATIONS**

### **ARTICLE 35**

Les actions judiciaires ne peuvent être dirigées contre les représentants du RIA, ou l'un d'eux, qu'au nom de la masse des adhérents et en vertu d'une autorisation de l'assemblée générale.

Le sociétaire qui veut provoquer une action de cette nature doit en communiquer l'objet précis par lettre recommandée adressée au conseil d'administration. Le conseil est tenu de mettre la proposition à l'ordre du jour de l'assemblée qui est convoquée dans un délai de quinze jours.

Si la proposition est rejetée par l'assemblée, aucun adhérent ne peut la reproduire en justice dans un intérêt particulier. Si elle est approuvée, l'assemblée générale désigne pour suivre la contestation, un ou plusieurs commissaires qui agissent au nom de la masse des adhérents.

Toute autre action judiciaire, quel qu'en soit l'objet, intentée par un adhérent contre le RIA ou un autre adhérent, ou par le RIA contre un adhérent, sera soumise à la décision d'arbitre.

Le demandeur doit signifier au défendeur l'objet de sa demande et le nom de son arbitre par acte extrajudiciaire. Dans la quinzaine qui suit cette signification, le défendeur doit signifier au demandeur, dans la même forme, le nom de son arbitre.

Si, dans les quinze jours qui suivent cette seconde signification, les arbitres ou l'un d'eux n'ont pas accepté, celui ou ceux qui n'ont pas accepté seront remplacés à la demande de la partie la plus diligente.

Les arbitres procéderont conformément aux dispositions du code de procédure civile. S'ils sont partagés, ils devront nommer un tiers qui se prononcera sur les points qui n'auraient pu être jugés.

## CHAPITRE VIII : REGLEMENT INTERIEUR

### ARTICLE 36

Un règlement intérieur est élaboré par le conseil d'administration et soumis au vote de l'assemblée générale afin de préciser les modalités d'application de certains articles des statuts.

Ce règlement intérieur est modifié par l'assemblée générale ordinaire.

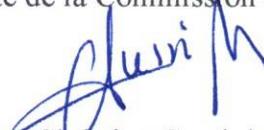
Statuts approuvés par l'Assemblée générale extraordinaire réunie le 21/03/2024

La Présidente du conseil d'administration

A blue ink signature consisting of a stylized 'C' followed by a long horizontal stroke.

Bouchet Cécile

La Présidente de la Commission de surveillance

A blue ink signature in a cursive style, appearing to read 'Christine Cussigh'.

Christine Cussigh